Restructuration Du Département De Police De La Ville D'Iowa

Axé sur les résultats: un continuum de réponses aux appels de crise

Au cours des derniers mois, une grande partie de la conversation nationale et locale sur le maintien de l'ordre s'est concentrée sur l'opportunité d'envoyer des agents/personnels de la force publique pour des appels impliquant une personne dans un type de crise. Au cours des dernières décennies, les agents de police ont vu une augmentation des appels à des services liés à la crise tandis que, dans le même temps, les gouvernements fédéral et des États ont réduit le financement ou n'ont pas réussi à suivre le rythme des ressources pour traiter et soigner correctement ces personnes. En conséquence, de nombreuses personnes en situation de crise, ainsi que le public touché/affecté, comptent sur les policiers pour intervenir. Récemment, le public a exprimé sa préférence pour que des professionnels de crise formés par des professionnels soient impliqués dans ces appels afin que la personne en détresse puisse recevoir des soins appropriés pendant et après l'incident. Le service de police de la ville de l'lowa soutient cette notion et travaillera pour s'assurer que les intervenants civils peuvent intervenir en toute sécurité à mesure que ces programmes sont élargis ou développés et mis en œuvre.

Les appels à l'assistance de la police varient considérablement. Certains appels n'exigent pas du tout qu'un agent intervienne auprès d'un sujet, tandis que d'autres peuvent impliquer une menace active avec une arme dangereuse. Il est important de comprendre qu'il n'y a pas deux appels identiques lors de la discussion des types de réponse. En tant que tel, aucun modèle de réponse unique ne répondra suffisamment à chaque appel. Une telle focalisation serait un très mauvais service pour la communauté car elle servirait un nombre limité de personnes, compromettrait inutilement le risque pour la sécurité du public, des intervenants civils et des forces de l'ordre..

Au lieu de cela, l'élément central du plan de restructuration du service de police devrait être un engagement envers un continuum d'appels de services en cas de crise avec diverses stratégies d'intervention ciblées à différents points au long du continuum. Ce continuum est illustré dans le graphique suivant et se concentre généralement sur (1) la prévention du plus grand nombre d'appels de crise possible, (2) la maximisation du nombre d'appels qui peuvent être détournés en toute sécurité des forces de l'ordre vers les intervenants civils, (3) la capacité de la police pour répondre en toute sécurité avec les professionnels civils de crise lorsqu'un problème de sécurité est présent, et (4) s'assurer que lorsqu'une intervention de la police est nécessaire, les agents sont entièrement équipés pour désamorcer, stabiliser la situation et effectuer un transfert en toute sécurité vers l'option de suivi appropriée.

Lors de l'examen de ce continuum, il est important de garder à l'esprit que les appels individuels peuvent passer d'un point à l'autre du continuum pendant toute la durée d'une réponse. Par

exemple, un appel qui est initialement détourné de l'application de la loi pourrait dégénérer au point où l'application de la loi est nécessaire. Cette fluidité des appels souligne le besoin de concentration, de préparation et de coordination à tous les points du continuum.



Les sections suivantes de ce rapport présenteront des stratégies qui peuvent être explorées et mises en œuvre à chacune des quatre étapes mentionnées dans ce continuum.

4.1 Empêcher (éviter les appels de service)

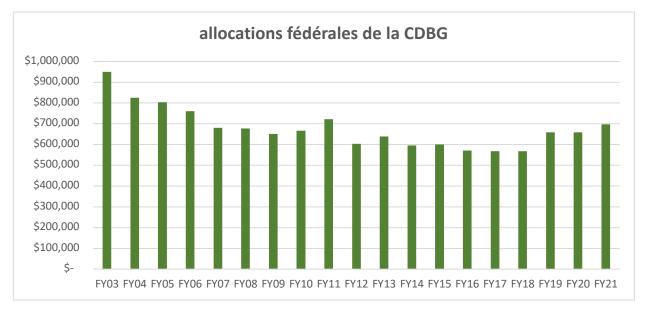
L'objectif de la communauté, avant tout, devrait être d'éviter que quiconque n'ait besoin d'appeler à l'aide de la police. Cela ne doit pas être mal interprété comme signifiant que quiconque devrait hésiter à appeler la police pour obtenir de l'aide en cas de besoin. Au contraire, il insiste simplement sur le fait que la communauté doit faire tout ce qu'elle peut pour créer un réseau de ressources sûr, solidaire et accessible afin d'empêcher les gens d'entrer dans une phase de crise.

Investissement dans les Services Sociaux

Traditionnellement, à travers le pays et dans l'Iowa, les gouvernements des comtés ont assumé la responsabilité de fournir des services sociaux et humains. Bien que le comté de Johnson fasse des investissements importants dans ce domaine, la ville d'Iowa City a longtemps complété cet effort avec son propre investissement financier ciblé. La Ville le fait principalement par le biais d'un programme annuel de subventions d'aide aux agences, ainsi que de contributions ponctuelles et récurrentes pour des initiatives spéciales. Des exemples de ces derniers incluent l'investissement dans le refuge d'hiver annuel, le soutien du projet de l'agence de services sociaux 1105, l'investissement de 2,5 millions de dollars du Centre GuideLink et l'allocation annuelle de

1 million de dollars pour des projets locaux de logement abordable (y compris le deuxième projet de logement d'abord en cours de développement par le Shelter House).

Le programme de subventions d'aide aux agences utilise les dollars fédéraux de la subvention globale pour le développement communautaire (CDBG) et les dollars locaux pour aider les agences à but non lucratif basées dans l'Iowa City dans leurs diverses missions. Malheureusement, le soutien fédéral a diminué de façon constante au cours des 20 dernières années, tandis que la population et les besoins des collectivités se sont accrus. Le graphique cidessous montre les allocations annuelles fédérales de dollars CDBG qui sont, en partie, utilisées pour financer le programme de subventions Aide aux agences. Les règles fédérales du CDBG stipulent que pas plus de 15% des allocations annuelles peuvent être utilisées pour des programmes tels que nos subventions d'aide aux agences. Le graphique ci-dessous montre la tendance à la baisse constante du financement fédéral de la CDBG depuis l'exercice fiscal 2003.



Avec la stagnation des dollars fédéraux, il y a eu plus de pression pour que les ressources locales rares soient à la hauteur des demandes imposées à notre communauté sans but lucratif. De l'exercice fiscal 2010 à l'exercice fiscal 2019, l'allocation totale (locale et fédérale) pour le programme d'aide aux agences variait de 378 700 \$ à 445 026 \$ par an, avec seulement des augmentations modestes du financement local à l'appui du programme. Au cours de l'exercice fiscal 2020, le conseil municipal a augmenté le budget de l'aide aux agences de 54% à 681 544 \$. Pour l'exercice fiscal 2021 en cours, le conseil municipal a de nouveau augmenté le montant à 705 000 \$. Il convient de noter que cette augmentation a nécessité une affectation intentionnelle de ressources locales importantes qui auraient pu autrement être prises en compte pour les besoins en personnel, en programmes ou en immobilisations de la Ville, y compris le service de police.

Cette augmentation du financement local a grandement aidé les 20 agences de services sociaux qui ont reçu des fonds cette année. Bien que cette augmentation soit significative, elle est encore loin de fournir les ressources dont les agences ont besoin pour répondre à pleine demande de la communauté. Le personnel a l'intention d'augmenter l'allocation de l'aide aux agences chaque année à un taux inflationniste compatible avec les contraintes budgétaires; cependant, le conseil municipal devrait examiner si une nouvelle source de revenus pourrait fournir un flux de revenus

stabilisateur significatif pour ces agences dont les missions et les services contribueront à empêcher que des appels de service ne soient jamais effectués.

RECOMMANDATION #1:

Appliquer une taxe de vente d'option locale qui renforcerait en partie le programme annuel de subventions d'aide aux agences et offrirait une flexibilité supplémentaire pour les investissements stratégiques ponctuels dans notre communauté à but non lucratif

Initiatives Novatrices de Sensibilisation des Civils Ciblées

L'une des meilleures méthodes pour empêcher les appels de service est de s'engager de manière proactive avec des segments ciblés de la population pour éduquer et mettre en contact les gens avec des ressources. Bien qu'il s'agisse de la vision globale de nos postes actuels de police communautaire, les agents qui occupent ces rôles n'ont souvent pas le temps, les ressources, la formation professionnelle ou les compétences linguistiques nécessaires pour s'engager efficacement avec tous les segments de notre population. Élargir nos capacités grâce à des partenariats communautaires externes et à des postes civils internes serait sans aucun doute un grand avantage pour la communauté et aiderait à prévenir les appels de service.

Les deux principales priorités de sensibilisation ciblées pour le service de police sont la population des sans-abri et la population d'immigrants et de réfugiés. Au cours des dernières années, le Ministère a fait un travail exceptionnel en utilisant notre poste assermenté d'agent de liaison du centre-ville pour s'engager avec compassion auprès des personnes sans abri. Bien que cela ait bien fonctionné, l'effort pourrait être encore plus efficace si ce travail était effectué par un spécialiste civil de la sensibilisation et de l'engagement de rue qui pourrait consacrer 100% de son temps à cet effort. Ce poste serait idéalement employé par une agence extérieure dont la mission est liée aux services aux sans-abri. Une relation de travail étroite entre le service de police et un poste de spécialiste de la sensibilisation et de l'engagement dans la rue aiderait à connecter les personnes aux services et à prévenir les appels importuns du public au ministère. Au fil du temps, ce poste pourrait également aider à répondre aux appels de service non liés à la sécurité publique qui sont reçus par le service de police d'Iowa City.

RECOMMANDATION #2:

S'associer avec le Shelter House pour financer conjointement un nouveau spécialiste de la sensibilisation et de l'engagement de la rue, qui sera employé par le Shelter House et qui travaillerait en étroite collaboration avec le département de police d'Iowa City, pour connecter de manière proactive les individus aux services et empêcher les appels de la police générés par le public.

La deuxième priorité en matière de sensibilisation spécialisée concerne la population croissante d'immigrants et de réfugiés dans l'Iowa City. Bien que le personnel policier ait travaillé pour développer et bâtir ces relations, un poste dédié uniquement à cet effort mènerait à des résultats plus rapides et plus efficaces. Le candidat idéal pour ce poste civil interne serait une personne de la communauté qui a établi des relations, des compétences linguistiques et une compréhension approfondie des différences dans les normes sociales et culturelles, en particulier autour de l'application de la loi. Le poste permettrait non seulement d'éduquer la communauté d'immigrants et de réfugiés sur les lois locales, étatiques et fédérales, mais offrirait également une formation et une éducation tout aussi importantes aux agents et aux autres employés de la ville alors que nous nous efforçons d'améliorer les niveaux de service à cette population. Des exemples de nouveaux programmes de sensibilisation que ce poste dédié pourrait mener comprennent l'élaboration de guides multilingues pour les réfugiés et les immigrants, les échanges culturels entre les agents et les résidents (sur le modèle de café avec un flic) et les journées portes ouvertes des premiers intervenants dans les centres communautaires et les rassemblements. En raison de la portée très ciblée du poste, il est recommandé que le poste commence en tant que poste permanent à temps partiel et devienne un poste à temps plein.

RECOMMANDATION #3:

Créer un poste d'assistant de sensibilisation communautaire civil permanent à mitemps qui se concentre uniquement sur la sensibilisation et l'engagement auprès de la population croissante d'immigrants et de réfugiés d'Iowa City

4.2 Détourner (Répondre Sans Application de la Loi)

Au-delà des efforts de prévention, lowa City devrait chercher à accroître les opportunités de réponse civile aux personnes en crise. Des professionnels de la santé mentale formés devraient être appelés à répondre aux appels sans menace immédiate pour la sécurité publique. Le comté de Johnson a déjà la chance de disposer d'un service de crise mobile 24/7/365 géré par CommUnity Crisis Center. Mobile Crisis est accrédité en vertu du chapitre 24 du code de l'État d'Iowa et suit strictement toutes les directives élaborées par des professionnels dans ce chapitre. Pendant le COVID, Mobile Crisis a utilisé des procédures de télésanté, ce qui a réduit son volume global d'appels. Cependant, au cours de l'année fiscale précédant immédiatement la pandémie, l'équipe Mobile Crisis a répondu à 551 appels dans la ville d'Iowa City seulement (737 dans le comté de Johnson). Les appels pour les services de crise mobile proviennent de diverses sources, les personnes (personnes dans le besoin ou appelant au nom d'une personne dans le besoin) et les forces de l'ordre sont les deux principales sources d'appels.

Mobile Crisis est composé d'employés à temps plein dans un bureau central du lundi au vendredi de 8 h à 20 h. En dehors de ces heures, le service est doté de conseillers de garde qui sont envoyés depuis un site décentralisé et se mobilisent ensuite avec un coéquipier de Mobile Crisis

avant de répondre. Ainsi, les temps de réponse pendant les heures de garde sont inférieurs à ceux des heures de bureau dotées de personnel. L'équipe Mobile Crisis a duré en moyenne 38 minutes pour le temps de réponse dans le comté de Johnson et 27 minutes à l'intérieur de lowa City. Le programme a un taux de déjudiciarisation impressionnant de 85% (les clients sont considérés comme détournés si les conseillers ont pu stabiliser ces clients à la maison ou les mettre en contact avec des ressources à l'extérieur de la salle d'urgence ou de la prison). Les réponses à la crise mobile les plus courantes au cours de cette dernière année étaient la désescalade de la crise (50%), le dépistage du risque de suicide (24%), les connexions / références aux ressources (15%) et les dépistages des lits de crise (11%).

Bien que le comté de Johnson soit extrêmement chanceux d'avoir ce service disponible, de nombreuses personnes dans la communauté ne sont pas au courant de ce service. La ville d'Iowa City, y compris le service de police, devrait commercialiser activement les services de crise disponibles au niveau local, y compris, mais sans s'y limiter, l'unité Mobile Crisis de la Communauté. Une promotion cohérente et intentionnelle de ces services peut contribuer à une augmentation des appels détournés du service de police vers les professionnels locaux de la santé mentale.

RECOMMANDATION #4:

La Ville devrait jouer un rôle actif dans la commercialisation des services de crise locaux auprès du public, y compris l'unité Mobile Crisis de 24/7/365 dans le but d'augmenter le détournement des appels du service de police vers des conseillers en santé mentale formés.

L'Expansion de Mobile Crisis

Une sensibilisation accrue de la communauté aux services de crise entraînera probablement une utilisation accrue de ces services. En outre, une nouvelle loi fédérale établissant une ligne téléphonique nationale de crise «988» rationalisée est en attente de mise en œuvre, ce qui pourrait entraîner une augmentation supplémentaire de l'utilisation des réponses non policières, telles que Mobile Crisis. Bien que ces changements soient positifs, il est prudent de prendre des mesures à court terme pour s'assurer que Mobile Crisis sera doté de ressources suffisantes pour gérer l'augmentation du volume d'appels.

Le personnel de la Ville a eu des discussions initiales avec la Communauté sur les scénarios d'expansion possibles. Grâce à ces conversations, il a été déterminé qu'un objectif ultime devrait être de remplacer le modèle hybride actuel qui utilise une dotation centralisée du lundi au vendredi de 8 h à 20 h. et des conseillers sur appel pendant les heures creuses avec une dotation centralisée 24/7/365. S'éloigner des premiers intervenants sur appel garantira des temps de réponse plus rapides et contribuera à renforcer la permanence avec le personnel, ce qui réduira en fin de compte le roulement du personnel, améliorera l'uniformité du service et contribuera à des relations plus solides entre les forces de l'ordre et les autres intervenants communautaires. En plus de l'augmentation des coûts de personnel (salaires et avantages sociaux), il sera

nécessaire de sécuriser de nouveaux bureaux, un véhicule supplémentaire et des coûts de carburant et d'entretien supplémentaires.

Une expansion progressive vers cet objectif est possible, mais une discussion plus approfondie est nécessaire pour déterminer les étapes les plus appropriées. Actuellement, Mobile Crisis est un service à l'échelle du comté. À l'heure actuelle, on ne sait pas si d'autres entités gouvernementales du comté de Johnson seront disposées à s'associer et à fournir des ressources pour l'expansion. L'expansion du service uniquement dans lowa City, et non dans le reste du comté, soulèverait probablement des complexités supplémentaires qui nécessiteraient plus de temps pour travailler. Une autre première étape importante dans la planification d'une expansion progressive est une étude minutieuse des appels de service. Une telle analyse, qui s'est avérée inestimable pour le développement des projets Cross Park et GuideLink, aiderait à orienter les décisions sur les jours / heures prioritaires pour une dotation en personnel améliorée ainsi que les augmentations attendues du volume d'appels.

RECOMMANDATION #5:

Suivant la voie des projets Cross Park Place et GuideLink, le service de police de la ville d'Iowa devrait travailler en coopération avec la Communauté et d'autres gouvernements locaux en 2021 pour adopter une approche de justice fondée sur les données pour planifier l'expansion du service de Mobile Crisis existant.

Integration du Mobile Crisis avec le Joint Emergency Communication Center (JECC) (Centre conjoint de communication d'urgence)

Les services Mobiles Crisis sont actuellement répartis dans des emplacements centralisés dans chaque région de santé mentale. Dans la région desservant Iowa City, les services Mobile Crisis sont envoyés par la Fondation 2 basée dans le comté de Linn. Cette expédition est distincte de l'envoi d'urgence 911. Cela signifie que Mobile Crisis envoie des appels de membres du public qui composent intentionnellement une hotline de crise, comme un numéro 1-800 ou éventuellement la hotline nationale 988 dont la mise en œuvre est prévue en juillet 2022. La seule façon dont Mobile Crisis est distribué à un incident qui a commencé avec un appel 911 est si un agent des forces de l'ordre demande Mobile Crisis après avoir évalué la situation.

Les gens sont formés à un très jeune âge pour composer le 911 en cas de crise et n'ont généralement pas une ligne 1-800 plus longue consacrée à la mémoire. Bien que la hotline 988 y contribue à long terme, il est encore possible d'explorer comment les services Mobile Crisis pourraient être envoyés directement à partir des mêmes répartiteurs qui répondent aux appels 911. Cette étape pourrait détourner des centaines, voire des milliers d'appels par an des forces de l'ordre sans avoir à compter sur le recyclage du public pour savoir qui appeler en cas de crise.

Ce changement exigerait des conversations approfondies avec le Joint Emergency Communication Center (JECC), qui abrite le centre de répartition 911 du comté de Johnson et les opérations régionales de répartition de la santé mentale. Pour s'intégrer au JECC, des protocoles de santé mentale et des exigences de formation appropriés devront être élaborés pour

aider les répartiteurs à prendre les décisions appropriées lors de la réception d'appels. Ces protocoles seraient approuvés par le Comité consultatif des utilisateurs du JECC, qui comprend les forces de l'ordre locales, le personnel des pompiers et les fournisseurs de services médicaux d'urgence. Par la suite, le conseil de politique du JECC devrait également approuver une telle extension des services et des responsabilités. Bien qu'lowa City soit représenté dans ces conseils, il ne contrôle pas la majorité. La coopération intergouvernementale sera donc à nouveau essentielle pour atteindre cet objectif. Si elles sont approuvées, d'autres décisions, y compris le déploiement de technologies telles que les radios, les terminaux mobiles et les coordonnées GPS devraient également être discutées et dotées de ressources.

Heureusement, les répartiteurs JECC ont déjà une certaine expérience des protocoles d'envoi civils. Les agents des services communautaires d'Iowa City, ainsi que le personnel des services aux animaux, sont déjà intégrés dans le système de répartition du 911. Le travail effectué précédemment pour établir ces opportunités d'intervention civile devrait rendre la voie à suivre un peu moins intimidante et la nouvelle approche plus confortable.

RECOMMANDATION #6:

La Ville devrait convoquer les intervenants de la région de la santé mentale, l'équipe de Mobile Crisis de la Communauté et le personnel du conseil du Centre conjoint de communication d'urgence(JECC) pour discuter de l'intégration des services de Mobile Crisis dans le processus de répartition du 911.

Évaluation des Postes d'Agent des Services Communautaires

Le service de police de la ville d'Iowa City emploie actuellement trois agents civils des services communautaires. Ces positions sont peut-être mieux reconnues dans la communauté par les camionnettes blanches qu'ils conduisent. Ces postes civils contribuent à diverses tâches à la fois à l'interne à la station et à l'externe dans la communauté. Interieurement, les agents des services communautaires aident à la couverture de sauvegarde des postes de chef de gare, aident aux responsabilités d'entretien des véhicules et aident également à la gestion des preuves. Exterieurement, ils aident aux tâches de contrôle de la circulation de routine (élimination des dangers sur la route, installation de remorques rapides, etc.) et peuvent traiter des activités d'application mineures telles que les violations de stationnement. En 2019, les agents des services communautaires ont répondu à plus de 4400 appels de service dans la communauté.

Cela fait plusieurs années que le Ministère a procédé à un examen approfondi des postes d'agent des services communautaires. Une analyse des appels de service basée sur les données devrait être examinée pour voir si des changements à la description de poste actuelle peuvent être justifiés. Si des tâches supplémentaires pouvaient être transférées à des agents des services communautaires, il faudrait alors procéder à un examen complet du poste pour voir si la rémunération et la classification devraient changer. Bien que le personnel actuel n'ait pas la

capacité d'élargir considérablement les tâches, une telle étude pourrait influencer les décisions d'ajout de postes d'agent des services communautaires et réduire davantage la pression pour ajouter des postes de patrouille assermentée.

RECOMMANDATION #7:

Le service de police devrait effectuer un examen complet et fondé sur des données du poste d'agent des services communautaires civil et déterminer si ces postes civils peuvent détourner en toute sécurité des fonctions du personnel assermenté.

Contrôle de la Circulation Automatisé

Les conversations autour de l'élimination de la police basée sur les préjugés impliquent souvent la prise en compte de changements qui réduisent le rôle de la police dans des situations qui comportent un risque plus élevé d'escalade, comme les contrôles routiers. Cela a conduit certains à flotter l'idée de l'Automated Traffic Enforcement (ATE) comme méthode pour améliorer la sécurité routière tout en éliminant les opportunités d'arrêts routiers réels ou perçus basés sur des biais. La forme la plus courante d'ATE est l'utilisation de caméras et de technologies de surveillance pour capturer et faire appliquer les excès de vitesse ou les infractions aux feux rouges dans les zones à haut risque. En 2018, lowa était l'un des 19 États qui utilisent des caméras ATE pour les excès de vitesse et les infractions aux feux rouges.

En 2011, le personnel de la Ville a proposé l'idée d'utiliser les ATE pour aider à faire respecter la circulation. Le Conseil a souscrit aux recommandations du personnel et a adopté une ordonnance habilitante au début de 2012. Alors que le personnel travaillait avec le Département d'État des transports, un groupe local de résidents a présenté une initiative visant à restreindre l'utilisation des ATE. Le conseil municipal a finalement changé de cap et a adopté en 2013 une ordonnance qui restreint l'utilisation des ATE dans lowa City. Cette restriction est toujours dans le code de la ville aujourd'hui et devrait être levée pour que la ville déploie cette technologie. Si cela devait être fait, le conseil municipal devrait s'attendre à un débat vigoureux dans la communauté sur les mérites des ATE. La technologie, bien qu'utilisée efficacement dans certaines communautés, peut être extrêmement polarisante et constituer un point de discorde constant dans les villes qui les utilisent.

Les dernières sessions législatives des États ont vu une activité régulière autour de ce sujet, y compris des propositions visant à interdire complètement les ATE, ainsi que des propositions visant à réduire la capacité des villes à utiliser ces appareils en réglementant les caméras et en reversant une partie des revenus à l'État. D'autres préoccupations qui ont été soulevées au sujet de l'utilisation de l'équipement ATE comprennent les plaintes de procédure régulière et les considérations d'équité pour les amendes de la route, qui peuvent renforcer les cycles de pauvreté et de discrimination.

Il existe plusieurs juridictions d'Iowa qui utilisent ATE sur le réseau routier principal d'Iowa, notamment les plus grandes villes de Des Moines, Davenport, Council Bluffs, Muscatine, Sioux

City, Cedar Rapids et Waterloo. Si le conseil municipal souhaite aller de l'avant avec une étude des ATE, le personnel devra évaluer les données de ces communautés et travailler pour mieux comprendre les règles, règlements et procédures d'application du ministère des Transports pour les routes nationales, y compris les autoroutes 1/6. Le personnel aurait également besoin de temps pour évaluer les endroits où les caméras seraient les plus efficaces pour réduire les accidents.

RECOMMANDATION #8:

Le conseil municipal devrait déterminer s'il souhaite revoir le concept de contrôle automatisé de la circulation. Si la technologie est quelque chose que le conseil municipal souhaite explorer, le personnel doit indiquer quelles informations sont souhaitées pour prendre une décision éclairée

4.3 Co-répondre (répondre avec l'application de la loi comme secondaire)

Bien que la prévention et le détournement des appels devraient être une priorité pour la communauté, il y aura toujours un grand nombre d'appels de service auxquels une équipe civile ne sera pas à l'aise ou ne pourra pas répondre en toute sécurité. Ces cas peuvent inclure des situations impliquant des armes, des personnes ayant des antécédents connus de violence ou d'autres facteurs similaires qui deviennent apparents au cours du processus d'expédition. Pour certains de ces appels, il sera possible de répondre avec une paire de corépondants, qui comprendrait un agent des forces de l'ordre et un professionnel civil de la santé mentale.

Bien que chaque appel varie, la prémisse de ces équipes corépondantes serait de faire appel au professionnel de l'application de la loi pour s'assurer que la situation est initialement sûre et qu'elle demeure sûre pour que le professionnel civil de la santé mentale assume le rôle principal d'intervention. Idéalement, le professionnel de l'application de la loi est vêtu d'un uniforme souple qui minimisera le risque de déclencher la personne en crise. De telles équipes ont été créées et déployées avec succès dans de nombreuses autres agences. Localement, le service de police de Cedar Rapids a rencontré un grand succès avec un tel modèle grâce à un partenariat avec Foundation 2, un fournisseur de services de crise à but non lucratif dans le comté de Linn.

En octobre 2020, le personnel de la ville s'est joint au comté de Johnson (bureau du shérif et alternatives de prison) et aux services de crise de la communauté pour demander et finalement recevoir une subvention mise à disposition par les services de santé mentale / handicap de la région du centre-est (ECR). La subvention permettra le développement et la mise en œuvre d'un programme de co-réponse d'application de la loi civile au sein du département de police d'Iowa

City. Avec cette subvention, l'ECR financera un poste qui sera employé par les services de crise de la Communauté (Mobile Crisis Team). L'engagement de financement comprend 100% des frais de personnel en année 1, 75% en année 2, 50% en année 3 et 25% en années 4 et au-delà. Bien que le poste soit employé par la Communauté, le service de police paiera la partie du salaire qui n'est pas couverte par la subvention.

La Ville est en discussion avec ECR, Community Crisis Services et Foundation 2 sur la structure du programme. Foundation 2 apporte une grande expertise à la table de son programme réussi avec le service de police de Cedar Rapids. Leurs conseils, leur formation et leur expertise aideront à assurer le succès du partenariat de co-réponse ici dans l'Iowa City. Une fois les protocoles d'entente établis, le conseil municipal recevra plus d'informations et sera invité à s'engager formellement dans le programme.

Les avantages de ce programme de co-réponse vont bien au-delà des résultats des appels de service individuels. D'autres organismes d'application de la loi qui ont adopté ce modèle ont constaté que la présence du poste au sein du Ministère accroît la connaissance générale des services mobiles de crise et augmente le nombre de renvois effectués par les forces de l'ordre. Le programme peut également influencer positivement le pouvoir discrétionnaire de chaque agent au fil du temps. Le poste civil peut jouer un rôle dans la formation des agents aux techniques de désescalade et dans l'éducation de la communauté sur les ressources de prévention et les possibilités de déjudiciarisation. Enfin, ce modèle est plus facile à étendre si on le souhaite à l'avenir et une telle expansion sera nécessaire à l'avenir pour garantir qu'une équipe de corépondants est en service à tout moment.

RECOMMANDATION #9:

Le conseil municipal et le service de police de la ville de l'Iowa devraient se joindre à la Fondation 2 et aux services de crise communautaires pour développer et mettre en œuvre une équipe de co-réponse qui associe un policier spécialement formé à un professionnel de la santé mentale de la communauté Mobile Crisis. Le programme sera financé en partenariat avec la région de la santé mentale du Centre-Est et comprendra un nouveau poste de spécialité d'agent de police qui sera aménagé grâce à une réduction d'un poste de sergent.

4.4 Stabiliser et connecter (application de la loi en tant que mandant)

Malgré tous les efforts pour prévenir, détourner et co-répondre, il y aura des appels de service qui obligeront les forces de l'ordre à prendre le contrôle de la scène. Ces appels comprennent des situations instables où la sécurité publique est clairement une préoccupation, ou lorsqu'une équipe de corépondants ou une crise mobile n'est pas disponible pour traiter l'appel en temps opportun. Dans ces situations, la Ville doit s'assurer que les agents ont une formation appropriée et se concentrent sur la sécurisation des lieux et la désescalade de la menace ou de la crise immédiate. Une fois la scène stabilisée, les agents doivent disposer de ressources autres que la prison et les salles d'urgence pour connecter les personnes afin qu'elles reçoivent des soins de suivi appropriés.

Formation d'Intervention en cas de Crise

Au cours des dernières années, les agences des forces de l'ordre du comté de Johnson ont investi massivement dans la formation à l'intervention en cas de crise (CIT). Le département de police de la ville d'Iowa est l'un des numéros sélectionnés dans l'état d'Iowa et à travers le pays qui oblige tous ses agents à suivre une formation CIT. Ce programme de formation de 40 heures s'adresse aux agents des forces de l'ordre et aux autres premiers intervenants en mettant l'accent sur la meilleure façon de répondre aux personnes qui vivent une crise de santé mentale et des problèmes de consommation de substances.

Les agences partenaires du comté de Johnson travaillent ensemble pour offrir la formation d'une semaine tout au long de l'année. Les partenaires et parties prenantes non responsables de l'application de la loi impliqués comprennent: Johnson County Jail Diversion, Mobile Crisis, Brain Injury Alliance, Meadowlark Psychiatry, Prelude, Shelter House, Cross Park Place et NAMI. Le but du programme est d'éduquer les agents sur la façon de reconnaître et de réagir de manière appropriée lorsqu'ils traitent avec des personnes en situation de crise, en particulier sur des aspects tels que la désescalade et les techniques d'écoute active. Les sujets abordés tout au long de la semaine comprennent la réponse à l'ISC, un panel d'expérience vécue, les expériences défavorables de l'enfance, l'intervention chez l'enfant et l'adolescent, l'autisme, les lésions cérébrales, la toxicomanie et les troubles concomitants, le suicide et les troubles de l'humeur, les troubles de la personnalité, le délire excité, le droit de la santé mentale, l'intellectuel Handicap, itinérance et réponse Mobile Crises.

Le département de la police de la ville d'Iowa compte actuellement six instructeurs certifiés CIT. En plus de ces six employés qui sont les instructeurs principaux pour le programme CIT, deux personnes offrent une formation continue aux organismes d'application de la loi et aux entreprises. Cette formation externe offerte par le Ministère a été extrêmement bien accueillie. Les instructeurs du département CIT ont également été invités à faire des présentations lors de conférences nationales et à la conférence internationale CIT.

L'engagement du service de police de la ville d'Iowa envers la formation CIT n'a pas seulement amélioré le service à la communauté, il a créé une meilleure prise de conscience des crises de santé mentale, augmenté les renvois vers Mobile Crisis et contribué à développer une culture de résolution de problèmes et de compassion en réponse..

RECOMMANDATION #10:

Le service de police de la ville d'Iowa devrait continuer de veiller à ce que tous les agents reçoivent une formation initiale sur l'intervention en cas de crise et une formation continue sur les techniques de désescalade. Le Ministère continuera d'encourager le personnel à obtenir la certification d'instructeur CIT

Utilisation de Narcan pour Contrer les Surdoses d'Opioïdes

Le service de police est souvent le premier sur les lieux à un appel de service et les agents font tout ce qu'ils peuvent pour stabiliser les situations et fournir des soins aux victimes ou aux personnes en crise. Une façon dont le Ministère peut mieux aider le public consiste à utiliser Narcan. Narcan est un antagoniste des opioïdes qui peut rapidement contrer les effets des surdoses d'opioïdes. Il a été conçu pour être utilisé par les premiers intervenants et les soignants et ne nécessite aucune formation médicale formelle pour être dispensé. L'utilisation en temps opportun de Narcan peut sauver des vies et donner aux professionnels de la santé qui pourraient arriver sur les lieux plus tard que la police plus de temps pour s'occuper correctement de la personne en crise.

En collaboration avec le département de la santé publique d'Iowa, tous les policiers de la ville d'Iowa commenceront à porter Narcan en décembre pour mieux répondre aux victimes de surdoses de drogue. Cette stratégie de réduction des méfaits est accomplie grâce au don de doses de Narcan du ministère de la Santé publique de l'Iowa. Le département de police de la ville dl'Iowa a institué de nouvelles directives opérationnelles standard et une formation pour la distribution de Narcan.

RECOMMANDATION #11:

Le service de police de la ville d'Iowa devrait s'associer avec le département de la santé publique d'Iowa pour commencer à transporter Narcan afin de mieux aider ceux qui subissent une surdose d'opioïdes lorsqu'aucun professionnel de la santé n'est sur place pour prendre en charge ces soins.

Coordonner Évaluer Répondre Engager (CARE)

Le service de police de la ville d'Iowa, grâce au travail de l'Initiative de justice axée sur les données, a contribué à fournir des commentaires éclairant le développement d'un produit appelé CARE. CARE est un outil de signalement en ligne qui permet aux forces de l'ordre de mieux comprendre les problèmes entourant les appels à service impliquant des personnes en crise.

L'utilisation de CARE permettra au Ministère de mieux comprendre le nombre de types d'appels de crise, la disposition de ces appels, les techniques efficaces pour résoudre les appels et de déterminer si la formation est cohérente avec les types d'appels reçus. En outre, le système peut automatiser le processus de référence, de sorte que les fournisseurs de services locaux peuvent rapidement et facilement établir des liens avec des personnes susceptibles de bénéficier de services.

RECOMMANDATION #12:

Le service de police de la ville d'Iowa devrait aller de l'avant avec la mise en œuvre de l'outil de rapport Coordonner, évaluer, répondre, engager (CARE) pour mieux informer la réponse et la formation des agents, ainsi que pour intensifier les efforts pour élargir et automatiser les renvois aux fournisseurs de services locaux..

Utilisation de GuideLink et Planification Future

L'ouverture prévue en février 2021 du GuideLink Center dans l'Iowa City est une avancée majeure pour la communauté. GuideLink fournira aux forces de l'ordre une troisième option très nécessaire (autre que la prison ou la salle d'urgence) pour les personnes qui peuvent avoir besoin d'une assistance professionnelle en cas de crise ou de toxicomanie. Cette installation améliorera les services à ceux qui en ont besoin d'une manière non punitive et fournira la meilleure opportunité à une personne en crise d'accéder à l'aide à court et à long terme dont elle a besoin.

Le service de police doit surveiller de près la façon dont les agents utilisent GuideLink et s'assurer que nous maximisons l'utilisation de cette installation. Le chef de la police devrait désigner une équipe d'état-major de commandement pour diriger cette analyse à l'échelle du Département. Les rapports d'utilisation réguliers devraient être examinés par le chef de la police et devraient également inclure une analyse des réponses qui auraient peut-être pu utiliser GuideLink et ne l'ont pas fait pour une raison ou une autre. Ces cas doivent être examinés avec un suivi et une formation appropriés pour les agents concernés.

Finalement, le Ministère doit participer activement aux discussions intergouvernementales sur les opérations de GuideLink et les possibilités d'élargir continuellement ses offres à la communauté. Ces futurs efforts de planification seront importants, d'autant plus que les lacunes de service deviendront plus apparentes après l'ouverture de l'installation en 2021.

RECOMMANDATION #13:

Le chef de la police devrait désigner une équipe d'état-major de commandement pour analyser l'utilisation du Centre GuideLink par le Ministère et participer activement aux efforts d'évaluation et de planification intergouvernementales en cours afin d'explorer comment l'installation peut répondre au mieux aux besoins changeants de notre communauté..

Poste des Services aux Victimes

Comme indiqué précédemment dans ce document, le service de police a créé un poste de services aux victimes grâce à un partenariat de stage avec un étudiant de niveau maîtrise. Ce partenaire de stage a commencé à travailler avec l'équipe des enquêtes du Ministère il y a quelques années et s'est concentré uniquement sur les soins et le bien-être de la victime. Avec le soutien des fournisseurs de services sociaux locaux, le conseil municipal a autorisé la création de ce poste permanent à l'automne 2020. Iowa City est actuellement en train d'embaucher un civil permanent formé en travail social à titre de coordonnateur des services aux victimes.

Afin de maximiser l'efficacité de ce nouveau poste permanent à temps plein, le Ministère doit travailler en étroite collaboration avec les fournisseurs de services sociaux locaux pour s'assurer qu'il existe des relations et des canaux de communication solides. Le coordonnateur des services aux victimes jouera un rôle important en renforçant ces liens et en veillant à ce que les victimes traumatisées aient accès aux services nécessaires dans la communauté. Ces efforts aideront à faire en sorte que les individus ne deviennent pas de nouveau victimisés et qu'ils puissent avancer dans leur vie avec le soutien et les soins de la ville et de la grande communauté d'lowa City.

RECOMMANDATION #14:

Le coordonnateur des services aux victimes devrait participer à des réunions régulières avec les fournisseurs de services locaux dans le but d'évaluer en permanence comment le service de police de l'Iowa City peut utiliser au mieux les professionnels de ces organisations pour soutenir les victimes de traumatismes et de crises.

Axé sur les Résultats: un Engagement envers des Services de Police Impartiaux

La réduction des disparités raciales dans les contacts et les résultats avec les forces de l'ordre a été au cœur des discussions sur la restructuration de la police. En réponse à la prise en compte plus large des injustices systémiques et de la violence contre les Noirs américains, les demandes de justice raciale de la communauté dans la stratégie de sécurité publique d'Iowa City ont été claires. Les recherches approfondies indiquant la disproportion raciale dans le système de justice pénale ne peuvent être ignorées. Bon nombre des recommandations incluses dans ce plan traitent des problèmes qui se recoupent avec la race et offrent des étapes pour éliminer cette disparité. De plus, les recommandations incluses dans cette section ont été spécifiquement identifiées comme des opportunités de s'attaquer plus directement aux disparités et au racisme systémique.

4.5 Formation du Département

L'Académie d'application de la loi d'Iowa (ILEA), fournit la base de formation pour tous les agents de l'État d'Iowa. ILEA a plusieurs domaines fonctionnels de formation de base qui totalisent plus de 600 heures pour chaque officier. Alors que l'ILEA se forme à des sujets tels que la police impartiale, les relations raciales, l'éthique et le professionnalisme, la défense verbale et l'influence, et les entretiens tenant compte des traumatismes, ces sujets ne représentent qu'un petit pourcentage de la formation globale qu'un nouvel agent reçoit.

Bien que la ville d'Iowa City n'ait pas de contrôle sur la formation de base ILEA, elle contrôle notre programme local de formation sur le terrain. Le programme de formation sur le terrain est un processus de formation accepté au niveau national conçu pour aider les agents probatoires à faire la transition de l'environnement de la classe (généralement ILEA) à l'application des compétences acquises sur le terrain. Les agents de formation sur le terrain, ou FTO, ont été sélectionnés pour leurs capacités à effectuer le travail de manière professionnelle et à transmettre les connaissances nécessaires. Tous les FTO sont tenus de suivre une formation spécifique au processus de formation et d'évaluation sur le terrain.

Le processus de formation et d'évaluation sur le terrain du département de police de l'Iowa City est divisé en cinq «étapes» de formation ou d'évaluation, avec un minimum de 16 semaines de formation, assignées à au moins trois FTO différents sur divers quarts de patrouille. Les agents de probation effectuent la rotation des quarts à mesure qu'ils passent à l'étape suivante de formation / évaluation. Chacune des étapes représente le temps consacré à différentes tâches et expériences d'apprentissage. De cette manière, le service de police de la ville de l'Iowa assure l'exposition aux multiples responsabilités requises d'un agent de police. Les cinq étapes du processus de formation et d'évaluation sur le terrain sont concues pour fournir:

- Une approche systématique de la formation sur le terrain
- Formation cohérente et standardisée
- Les moyens de développer la capacité d'exécuter les tâches nécessaires à l'exécution compétente des missions de patrouille en solo
- Une introduction à tous les domaines du rôle et des responsabilités d'un agent de police

• L'opportunité d'apprendre auprès d'un certain nombre de FTO du Ministère qui aideront les agents de probation à apprendre les politiques et procédures du Ministère

Le programme actuel de formation sur le terrain oblige les agents de probation à examiner les politiques ministérielles telles que celles relatives au profilage racial et aux services de police impartiaux. Cependant, le processus devrait être modifié à l'avenir pour consacrer du temps et des ressources de formation intentionnels et significatifs afin de s'assurer que tous les nouveaux agents comprennent l'histoire des services de police, les impacts disproportionnés passés et en cours sur les communautés minoritaires et les mesures qu'ils peuvent prendre dans leurs tâches quotidiennes pour être impartiaux. et antiraciste. En outre, le programme de formation sur le terrain devrait fournir une formation supplémentaire sur l'intervention en cas de crise, la désescalade et la disponibilité de la crise mobile et d'autres options de prévention et de déjudiciarisation dans la communauté. Cet effort nécessitera un examen complet du programme de formation sur le terrain et l'exploration des partenariats de formation et d'éducation avec des experts externes et des membres de la communauté.

RECOMMANDATION #15:

Le service de police de la ville d'Iowa devrait mener un examen complet de son programme de formation sur le terrain pour les agents de probation et s'associer avec la communauté pour élargir la formation sur l'histoire de la police, les impacts disproportionnés passés et en cours sur les communautés minoritaires, les mesures que les agents peuvent prendre dans leurs tâches quotidiennes pour être impartial et antiraciste, intervenir en cas de crise, désescalade et sensibilisation aux ressources de prévention et de détournement existantes dans la communauté.

Formations passées et annuelles

Ces dernières années, le Ministère s'est concentré sur l'élargissement des possibilités de formation pour son personnel au-delà des sujets traditionnels d'application de la loi. Des exemples de formations récentes incluent des sujets tels que:

- Renforcement des Relations avec les Communautés LGBTQ +
- Focus sur la Diversité
- Santé Mentale des Vétérans
- Compétence Culturelle
- Santé Mentale
- Ethique
- Services de police / Profilage Racial Basés sur les Préjugés
- Police équitable et Impartiale
- Alzheimer et Autisme
- Intervention de Crise
- Désescalade

- Communication Efficace avec les Personnes Agressives, Malades Mentales et émotionnellement Perturbées
- Troubles du Développement et Démence
- Conséquences et impacts des interactions Policières sur les Communautés Minoritaires
- Réagir et enquêter sur les crimes haineux

Le Ministère devrait continuer de rechercher des possibilités de formation novatrices et progressives pour ses agents et, si possible, identifier des champions internes qui peuvent devenir des formateurs certifiés dans des domaines spécialisés. Au cours de la prochaine année, le Ministère devrait rechercher activement une formation en intervention des témoins. Avec la nouvelle ordonnance générale du Ministère sur l'obligation d'intervenir, il est extrêmement important que les agents aient la formation et la confiance dont ils ont besoin pour empêcher tout agent chargé de l'application des lois de faire preuve de partialité ou d'usage excessif de la force.

Le programme de police innovante de Georgetown, en partenariat avec le cabinet d'avocats mondial Sheppard Mullin, est l'une des meilleures opportunités de formation. Georgetown a créé le projet d'Active Bystandership for Law Enforcement (ABLE) pour préparer les agents à intervenir avec succès pour prévenir les préjudices et pour créer une culture d'application de la loi qui soutient l'intervention des pairs. Les formations sont limitées et nécessitent des lettres de soutien des organisations communautaires. Le Ministère collabore avec le NAACP et le projet Black Voices pour postuler à la formation ABLE de quatre jours. Les agents qui terminent la formation pourront à leur tour partager leurs connaissances et offrir une formation à leurs collègues agents du département.

RECOMMANDATION #16:

Le service de police devrait poursuivre activement la formation sur l'association active pour l'application de la loi (ABLE) du Georgetown Innovative Policing Program dans le but de préparer les agents à intervenir pour prévenir les préjudices et créer une culture d'intervention par les pairs.

Formation Dirigée par la Communauté

Bien que la formation d'experts de tout l'Etat et nationaux en matière soit toujours importante, il est de plus en plus important que les services de police recherchent une formation locale grâce à des partenariats avec des organisations et des groupes communautaires. Dans le passé, le service de police de la ville de l'Iowa a fait du bon travail en partenariat avec des agences de services sociaux et des groupes comme le NAACP sur des formations dirigées par la communauté. Cependant, cet effort peut et doit être élargi dans les années à venir. Ces possibilités de formation dirigées localement peuvent avoir un impact incroyable, car la communauté peut décrire des expériences vécues et faciliter un dialogue ouvert et respectueux avec les agents d'une manière qui renforce la compréhension, humanise les problèmes et influence rapidement le changement.

Au cours des deux prochaines années, le service de police devrait poursuivre des formations communautaires liées à la race grâce à des partenariats avec des organisations, y compris, mais sans s'y limiter, Black Voices Project, NAACP, Immigrant and Refugee Association, University of Iowa Student Government et University of Iowa Athletics. La Ville a déjà entamé des discussions avec plusieurs de ces groupes et continuera d'explorer des moyens de permettre à la communauté de prendre l'initiative de former son service de police.

RECOMMANDATION #17:

Les possibilités de formation dirigées par la communauté devraient devenir une priorité accrue pour le Ministère, en particulier sur le thème de la race. Le Département devrait poursuivre activement plusieurs formations dirigées par la communauté en partenariat avec des groupes tels que Black Voices Project, NAACP, Immigrant and Refugee Association, University of Iowa Student Government et University of Iowa Athletics.

4.6 Code de la ville et Changements de Politique Ministérielle

Il est impératif que la Ville demeure déterminée à développer et à modifier continuellement les politiques relatives à la police de manière ouverte et transparente. Le Ministère devrait constamment rechercher les meilleures pratiques d'autres départements et prendre en considération les recommandations des organisations non chargées de l'application de la loi qui recherchent, analysent et critiquent les tendances émergentes en matière d'application de la loi.

Le département de police de la ville d'Iowa est l'un des dix seuls organismes d'application de la loi d'Iowa accrédités par la Commission d'accréditation des agences d'application de la loi (CALEA). Seuls 4% de tous les services répressifs du pays ont mérité cette distinction. L'objectif du programme d'accréditation de CALEA est d'améliorer la prestation des services de sécurité publique. Plus précisément, les objectifs de CALEA sont de:

- Renforcer les capacités de prévention et de contrôle du crime
- Formaliser les procédures de gestion essentielles
- Établir des pratiques de personnel équitables et non discriminatoires
 Améliorer la prestation de services
- Solidifier la coopération et la coordination interinstitutions
- Augmenter la confiance de la communauté et du personnel dans l'agence

Ce programme d'accréditation met le Ministère au défi d'examiner continuellement les politiques et de respecter les normes de pratiques exemplaires. Les examinateurs externes tiennent le Ministère responsable en confirmant le respect desdites normes. Le maintien de l'accréditation (Iowa City est accrédité depuis 2002) nécessite un effort dédié du service de police pour examiner les politiques et surveiller les normes et la conformité du département sur une base quotidienne, pas seulement pendant les examens annuels ou les cycles d'accréditation de quatre ans.

Actuellement, les efforts d'accréditation sont gérés par un sergent assermenté au sein du département de police de la ville de l'Iowa. À long terme, ces fonctions peuvent être les mieux adaptées à un poste civil qui apporterait une perspective non policière aux efforts d'élaboration de politiques et d'examen de la conformité.

RECOMMANDATION #18:

Iowa City devrait envisager un poste de gestionnaire de l'agrément civil qui pourrait apporter une perspective non policière aux efforts d'élaboration de politiques policières et d'examen de la conformité.

Toutes les ordonnances générales du service de police peuvent être consultées par le public sur le site Web du service de police. Pour plus de transparence et à des fins de rétroaction de la communauté, chaque fois qu'un ordre général est modifié ou qu'un nouvel ordre est créé, l'ordre général est partagé avec le comité d'examen de la police communautaire (CCRP) pour ses commentaires avant l'adoption finale de la politique..

En 2020, le Departement a examiné et révisé les ordonnances générales suivantes, qui ont toutes été examinées par le CCRP:

- Usage de la Force
- Caméras de Carrosserie et Enregistreurs Embarqués
- Procédures Juvéniles

De plus, le Departement a créé un nouvel ordre général: l'obligation d'intervenir et de faire rapport. Cette nouvelle ordonnance générale est intervenue après que le Departement a conclu un mémorandum d'entente avec les services de police locaux sur ce sujet. Le mémorandum d'accord a été facilité avec l'aide de la NAACP.

Dans la perspective de l'année civile 2021, le service de police de la ville d'Iowa a l'intention de revoir 36 de ses ordonnances générales. Ceux dont l'examen est prévu comprennent:

- Recherche et Saisie
- Harcèlement et harcèlement sexuel
- Conduite hors service: pouvoirs d'arrestation
- Police basée sur les préjugés
- Procédures juvéniles
- Traitement des détenus
- Armes à feu
- Armes moins létales

- Enquête sur les Agressions Sexuelles
- Obligation d'intervenir et de signaler
- Droits Civiques
- Poursuites de véhicules de police
- Réponse de porte ouverte d'alarme
- Transport des prisonniers
- Usage de la force
- Violence domestique
- Arrestations

- Entretiens sur le terrain et recherches "Pat-Down"
- Informateurs
- Tirs / enquêtes sur les incidents mortels
- Relations avec les médias de la police / information du public
- Renseignements criminels
- Narcotiques, Crime Organisé et Enquêtes sur les Vice
- Opérations Canines
- Enquêtes sur les Affaires Internes
- Véhicules à Usage Spécial
- Service Léger Temporaire
- Personnes atteintes de maladie mentale
- Gestion Fiscale
- Communication, coordination et coopération
- Polygraphe
- Accords contractuels et emploi sous contrat
- Procédure de communication radio
- Enquête sur les antécédents du titulaire de licence
- Processus de sélection des cas d'enquête
- Contrôle des maladies infectieuses

RECOMMANDATION #19:

Le service de police devrait s'efforcer de mettre à jour chacune des 36 ordonnances générales dont la révision est prévue en 2021 en tenant compte de l'impact racial, d'apporter les changements de politique nécessaires pour éliminer les inégalités raciales dans les résultats obtenus et d'incorporer l'inclusion d'une déclaration d'impact raciale dans le processus d'examen commençant en 2021 et pour toutes les révisions d'ordre général à venir.

Ordonnance sur les services de police impartiaux

Le 17 novembre 2020, le conseil municipal a adopté la première lecture d'une ordonnance de police impartiale. Une deuxième lecture a également été adoptée le 1er décembre et l'examen final est prévu pour le 15 décembre. Le langage de l'ordonnance a été largement développé par la NAACP de l'Iowa-Nebraska et codifie la politique de la police interdisant le profilage racial et toute forme de police basée sur les préjugés. Il définit en outre le processus de règlement des griefs pour ceux qui ont subi ou ont été témoins de préjugés policiers et exige une formation policière annuelle sur les préjugés implicites, la compétence culturelle, l'intervention des témoins ou d'autres sujets similaires. De plus, l'ordonnance exige une intervention et un rapport lorsqu'un agent est témoin d'actions policières biaisées.

La codification de ces politiques est une étape importante car elle amplifie l'engagement de la Ville en faveur d'une police juste et impartiale et accroît la transparence de cet engagement envers le public. La ville soutient l'effort accru de la NAACP pour placer le langage similaire dans le code de l'État de l'Iowa. Nous espérons que l'adoption par l'Iowa City de l'ordonnance sur la police impartiale donnera un élan à d'autres villes et à l'État de l'Iowa pour qu'elles fassent de même. L'adoption généralisée ou à l'échelle de l'État de ce langage aura un impact plus important sur l'application de la loi et sa future main-d'œuvre.

RECOMMANDATION #20:

Le conseil municipal devrait adopter l'ordonnance sur les services de police impartiaux et la ville devrait plaider activement aux côtés de la NAACP et d'autres défenseurs pour l'adoption d'un langage similaire dans la loi de l'État.

Lignes Directrices Provisoires pour les Arrêts de Circulation

En octobre 2020, le chef de la police par intérim, Denise Brotherton, a publié de nouvelles directives à tous les agents pour les contrôles routiers. La nouvelle mesure reconnaît les disparités dans les arrêts et les résultats et note les coûts sociétaux de ces disparités. Ces coûts

nuisent en fin de compte à la capacité du Ministère d'accomplir sa mission de travailler en partenariat avec toute la communauté.

Les nouvelles lignes directrices indiquent clairement aux agents de concentrer les efforts d'application de la loi sur les questions de sécurité des conducteurs et du public. Le résultat souhaité est que le public considère l'application de la loi sur la circulation uniquement comme un effort pour aider à assurer la sécurité du public et non comme une mesure punitive pour des problèmes non liés à la sécurité. L'intention de suivre cette directive sur les arrêts de la circulation est également conforme à l'objectif global d'éliminer toute occurrence de pratiques policières fondées sur les préjugés.

Les lignes directrices interdisent aux agents de déclencher des arrêts uniquement sur la base d'infractions secondaires / piétonnes et réglementaires telles que des infractions mineures à l'équipement et des jaywalking. Si un arrêt est déclenché pour des raisons de sécurité publique, les agents sont limités à émettre un avertissement ou un bon AMPOULES pour remédier à toute infraction secondaire / piétonne et réglementaire. Enfin, les nouvelles directives interdisent le contrôle sans discernement des plaques d'immatriculation sans raison de sécurité publique articulée et non biaisée.

Les directives ont été publiées avec un examen programmé par le chef de la police après 60 jours. Après cet examen, le service de police déterminera s'il convient de modifier l'ordre ou de le rendre permanent par la modification d'un ordre général.

RECOMMANDATION #21:

Le service de police rendra permanente l'interdiction de la vérification aveugle des plaques d'immatriculation et le déclenchement des contrôles routiers sur la base d'infractions secondaires non liées à la sécurité publique après que toute modification soit prise en compte après la période d'examen initiale de 60 jours.

Système de Caméras de Sécurité Publique et Politique D'utilisation

Dans le budget de l'exercice 2019, la Ville a réservé des fonds pour étendre les caméras de sécurité publique dans le centre commercial piétonnier. La partie infrastructure du projet a été complétée par le projet de réhabilitation du centre commercial piétonnier qui a eu lieu en 2019 et s'est terminé en 2020. La Ville doit maintenant installer les caméras et adopter la politique qui régit leur utilisation. La Ville a fait circuler un premier projet de politique à l'American Civil Liberties Union (ACLU) et travaille sur les commentaires avant de finaliser le document.

Le réseau de radars publics est destiné aux enquêtes sur les crimes graves et n'est pas destiné à être utilisé comme outil de surveillance. Au fil des ans, le Ministère a constaté de nombreux problèmes importants de sécurité publique dans le centre-ville qui ont nécessité des centaines d'heures de travail d'enquête. Ces incidents comprennent des fusillades, des crimes haineux, des agressions sexuelles et des personnes gravement blessées. Sans système de caméra, le Ministère utilise des enquêteurs pour tenter d'identifier les témoins et les sources vidéo privées.

Cela limite le taux de succès du Département pour résoudre rapidement les crimes et apporter des réponses et justice aux victimes. Cela augmente également le risque qu'un criminel, comme un prédateur sexuel, puisse répéter une infraction et victimiser davantage d'autres personnes.

La Ville apprécie que le public soit sensible aux caméras qui couvrent les espaces publics. L'élaboration d'une politique d'utilisation stricte aidera à garantir que les caméras ne sont pas utilisées pour la surveillance en direct, à moins qu'il y ait une urgence de sécurité publique active, comme un incendie ou une situation de tir actif. Cette politique sera présentée au conseil municipal afin que l'intention et l'utilisation correspondantes soient transparentes et parlent des objectifs de résolution des crimes et d'assistance aux victimes.

RECOMMANDATION #22:

Une stratégie d'utilisation des caméras de sécurité publique doit être élaborée avant l'installation de caméras préalablement approuvées et devrait se concentrer sur les enquêtes sur les crimes graves et non sur les activités de surveillance.

4.7 Soutien Renouvelé à la Commission D'Examen de la Police Communautaire et à la Commission des Droits de la Personne

La police communautaire est ancrée dans l'idée que les forces de l'ordre doivent établir un partenariat significatif avec la communauté afin de gagner la confiance et la légitimité. La Commission d'examen de la police communautaire (CPRB) a un rôle unique qui sert à fournir aux résidents un forum de confiance pour évaluer les griefs et les préoccupations avec le service de police. S'il est essentiel que le CPRB demeure neutre, le service de police doit être de solides partenaires. Un partenariat solide commence par l'appréciation, le respect et la compréhension des rôles de chacun et l'engagement à travailler ensemble pour servir le plus grand bien de la communauté. Le service de police peut aider le CPRB à faire son travail en fournissant une éducation et des données aux niveaux macro et micro des opérations. De plus, une relation solide et des voies de communication ouvertes avec le service de police aideront le CPRB à recommander plus efficacement les améliorations pertinentes des politiques et des pratiques de manière proactive, plutôt qu'après qu'un problème survient ou qu'une plainte soit déposée et examinée.

Le CPRB est en train d'élaborer son propre ensemble de recommandations que le conseil municipal doit prendre en considération en ce qui concerne ses pouvoirs et sa capacité de servir le public. Le conseil municipal devrait entièrement examiner ces recommandations et considérer les recommandations suivantes comme distinctes. Les recommandations du personnel suivantes

ne portent pas sur l'autorité et les pouvoirs du CPRB, mais plutôt sur la façon dont le service de police peut renforcer ses relations avec le CPRB.

- Veiller à ce que le chef de la police assiste à chaque réunion du CPRB et ait l'occasion de fournir des mises à jour sur les opérations du Ministère et de répondre aux questions des membres du conseil. Pour accomplir cette recommandation, un rapport du chef de police peut être ajouté à la fin de l'ordre du jour de chaque réunion du CPRB. Dans le cadre de ce point de l'ordre du jour, le chef de la police devrait envisager de présenter un membre du personnel du département au CPRB et au public. Ce serait une excellente occasion de jeter des ponts en permettant aux membres du CPRB et au public d'en apprendre davantage sur les hommes et les femmes qui servent la communauté.
- Continuer à partager les mises à jour des politiques du Ministère avec le CPRB et solliciter leurs commentaires pour d'autres améliorations. Le Ministère devrait viser à soumettre au moins une politique pour examen pour chaque réunion régulière du CPRB.
- Le service de police a révisé les rapports mensuels sur le recours à la force soumis au CPRB à partir d'octobre 2020. Ces rapports améliorés devraient continuer d'être remis tous les mois et un rapport annuel sur le recours à la force devrait être soumis séparément au CPRB.
- Chaque année, le chef de la police doit faire rapport au CPRB sur le dossier de conformité du Ministère à l'ordre général de la caméra corporelle et des systèmes vidéo embarqués. Le rapport de conformité doit se concentrer sur les vérifications mensuelles du superviseur, les vérifications sur le recours à la force et les vérifications des plaintes relatives aux affaires internes.
- Au cours des deux derniers processus d'embauche des chefs de police, un membre du CPRB a été invité à participer à des entrevues avec des candidats semi-finalistes. À l'avenir, la même possibilité devrait être étendue pour la participation aux entrevues avec les nouveaux agents et aux processus de promotion internes.
- Enfin, le service de police devrait étendre à tous les membres du CPRB un processus d'orientation complet, y compris une visite de la station, un accompagnement, un aperçu des données et des politiques et une session de formation sur les enquêtes internes.

RECOMMANDATION #23:

Le service de police devrait renouveler son engagement envers le comité d'examen de la police communautaire par des mises à jour régulières du chef de police, des présentations du personnel, des examens fréquents des politiques, des rapports améliorés sur le recours à la force, des rapports de conformité Body Cam et une formation plus approfondie sur l'orientation des nouveaux membres du conseil et les enquêtes internes.

En plus de renforcer les relations avec le CPRB, le service de police devrait chercher à établir un partenariat plus direct avec la Commission des droits de l'homme de l'Iowa City (HRC). Le HRC se compose non seulement de divers citoyens de l'Iowa, mais leur mission est de s'assurer que

tous les résidents connaissent leurs droits et ont des opportunités équitables. Une relation plus étroite avec le HRC offrira des occasions uniques au service de police de développer une meilleure compréhension et des relations avec divers sous-ensembles de notre communauté. Plus précisément, le Ministère devrait désigner un agent de liaison de la Commission des relations humaines pour assister aux réunions régulières. De plus, le Ministère devrait participer activement aux activités de sensibilisation et aux événements spéciaux du HRC tout au long de l'année.

RECOMMANDATION #24:

Le service de police devrait affecter un agent de liaison à la Commission des droits de la personne et participer activement à leurs événements d'éducation, de reconnaissance et de sensibilisation communautaires afin de renforcer la compréhension et les liens avec les diverses populations de la communauté.

4.8 Plaidoyer de la Ville

Bien qu'il existe de nombreuses solutions sous le contrôle direct de la ville d'Iowa City, de nombreux efforts exigeront des actions d'autres conseils d'administration ou des partenariats avec d'autres agences gouvernementales. Dans ces situations. Iowa City devrait plaider pour les solutions recherchées et travailler pour construire des coalitions qui peuvent influencer les décideurs.

Le conseil municipal a établi ses priorités législatives 2021 pour l'État d'Iowa en novembre 2020 (annexe III). Un certain nombre de priorités directement liées à la réforme de la justice pénale et à la fin du racisme systémique ont été partagées, notamment:

Décriminalisation de la Marijuana

Selon un rapport de l'ACLU basé sur les données des forces de l'ordre, une personne noire de l'Iowa est 7,3 fois plus susceptible d'être arrêtée pour possession de marijuana, même si des études montrent que les Noirs et les Blancs en consomment à peu près au même rythme. De plus, l'Iowa a la cinquième pire disparité raciale impliquant des arrestations de marijuana de tous les États.

La possession, la vente et la fabrication de la marijuana sont régies par les lois étatiques et fédérales. Dans l'Iowa, la marijuana est classée comme substance de l'annexe I et la possession est un simple délit. Au niveau de l'État, diverses propositions ont été diffusées ces dernières années pour aborder les pratiques strictes de condamnation pour la marijuana dans l'Iowa, mais jusqu'à présent, ces propositions n'ont pas progressé. Iowa City a soutenu les efforts de décriminalisation du passé et continuera de le faire pendant la session législative de 2021.

Le bureau du procureur du comté de Johnson gère actuellement un programme de détournement de marijuana basé sur la discrétion des poursuites. Dans le cadre de ce programme, les défendeurs dont la possession était inférieure à 1,5 oz de marijuana, ne montrent aucune preuve de distribution, sont éligibles à un jugement différé et libres d'autres accusations ou formes de probation en cours peuvent remplir une liste d'exigences pour que leur cas soit rejeté. La Ville soutient ce programme et continuera à exprimer son soutien s'il est élargi à l'avenir.

Recommandation du Comité FOCUS du Gouverneur sur la Réforme de la Justice Pénale

Le gouverneur a chargé le comité de faire des recommandations pour la construction d'un système de justice pénale impartial dans l'Iowa en 2020. Le comité comprend des représentants des forces de l'ordre, des procureurs, des fonctionnaires pénitentiaires, l'Iowa-Nebraska NAACP, la Commission des affaires latino-américaines et d'autres agences qui préconisent pour les communautés de couleur.

Les recommandations publiées par le comité à l'automne 2020 comprennent:

- 1. Exiger et automatiser la collecte de données sur la race / l'origine ethnique auprès des autorités policières. À l'heure actuelle, l'enregistrement de la course d'une personne lors des contrôles routiers n'est pas exigé par tous les organismes chargés de l'application de la loi et il est souvent effectué en fonction de la perception que l'officier a de la race du conducteur. Cette recommandation viserait l'uniformité grâce à une méthode automatisée, telle que l'intégration d'informations sur la race / origine ethnique auto-identifiées volontairement dans les permis de conduire et les cartes d'identité de l'État. Ces données seraient ensuite automatiquement enregistrées dans le système TraCS du ministère des Transports qui est actuellement utilisé par les forces de l'ordre de l'Iowa pour les données d'arrêt de la circulation.
- 2. Analyser et étudier les données résultantes et fournir des rapports annuels sur les résultats. Le comité a chargé un comité consultatif d'État réformé de la justice et de la police communautaire d'élaborer et de mettre en œuvre le processus de collecte automatisée de données. En outre, le Conseil analysera et rendra compte chaque année de ces données et formulera des recommandations politiques liées aux conclusions.
- 3. Adopter une interdiction légale du traitement disparate dans les activités d'application de la loi et la prestation de services de police. Actuellement, les arrestations prétextuelles discriminatoires raciales (telles que définies par la Cour suprême des États-Unis et la Cour suprême d'Iowa) sont inconstitutionnelles et interdites, le profilage racial est interdit par la loi dans 16 États et le ministère de la Justice des États-Unis a interdit aux forces de l'ordre fédérales de se livrer au profilage racial. Ce comité recommande à l'Iowa d'adopter une interdiction de traitement disparate en fonction des données démographiques individuelles d'une personne, la violation étant la base d'une action administrative du personnel et de tout recours civil en vertu de la loi étatique ou fédérale.

Tribunaux Spécialisés

Les tribunaux spécialisés sont conçus pour tirer parti des relations entre les tribunaux et les communautés et résoudre les problèmes en répondant aux besoins sous-jacents qui ont contribué au contact d'une personne avec le système de justice. Les équipes de traitement comprennent un juge, des professionnels du traitement de la toxicomanie, des avocats et des agences à but non lucratif. Des tribunaux spécialisés efficaces sont une ressource précieuse pour les efforts de déjudiciarisation des prisons.

lowa compte actuellement plusieurs tribunaux spécialisés dans la santé mentale, la toxicomanie et la drogue, qui sont uniquement des tribunaux pénaux. Cela signifie que les clients servis doivent être des accusés ou des contrevenants. En raison de contraintes budgétaires, la branche judiciaire de l'Iowa a imposé un moratoire sur l'expansion des tribunaux spécialisés en 2017 et ce moratoire est toujours en vigueur. Pour les tribunaux spécialisés existants, il y a un manque important d'uniformité dans le fonctionnement des tribunaux ainsi que dans les niveaux de financement et les ressources.

Au niveau local, un comité de législateurs, de personnel du comté et de prestataires de services travaille à la création du sixième tribunal civil de santé mentale du district judiciaire, qui serait le premier tribunal civil spécialisé d'Iowa. Le tribunal serait similaire aux tribunaux pénaux de santé mentale existants de l'Iowa et utiliserait les meilleures pratiques du Treatment Advocacy Center, mais les individus n'auraient pas besoin d'être inculpés d'un crime pour accéder au tribunal et à ses services. L'actuel administrateur de la Cour d'État a appuyé cette proposition, mais les questions en suspens à régler avant d'aller de l'avant comprennent l'acquisition de l'accréditation, la levée du moratoire sur les tribunaux spécialisés et des niveaux de financement adéquats pour soutenir le tribunal et des traitements supplémentaires en hospitalisation et en ambulatoire.

lowa City soutient la levée du moratoire sur les tribunaux spécialisés et l'augmentation des niveaux de financement et de la stabilité des tribunaux spécialisés dans l'Iowa.

Tribunal de Juvénile

Le tribunal pour mineurs de l'Iowa est un tribunal spécialisé qui est principalement impliqué dans les procédures relatives aux enfants ayant besoin d'assistance (CINA) et dans certaines affaires de délinquance juvénile dans lesquelles les accusés sont âgés de moins de 18 ans au moment de la commission d'un crime. Si un mineur accusé est reconnu coupable d'avoir commis un crime, le tribunal entrera une ordonnance de disposition qui pourrait placer le mineur dans un centre de détention, une école de formation publique, un centre de traitement résidentiel ou tout autre placement hors du domicile, ou pourrait autoriser le juvénile à vivre à la maison tout en remplissant les conditions de probation. Iowa permet également au Département des services des tribunaux pour mineurs d'examiner les accusations criminelles impliquant des mineurs et de résoudre les accusations criminelles de manière informelle, avant de saisir le tribunal pour mineurs.

Cependant, il existe des affaires pénales que le tribunal pour mineurs ne traite pas même si l'accusé est âgé de moins de 18 ans. Par exemple, certains délits mineurs tels que les violations de certaines ordonnances municipales ou locales, le couvre-feu et les infractions au code de la route, et certains délits simples les violations du code d'Iowa ne sont traitées que par le système du tribunal de district, sans égard à l'âge du défendeur.

La ville soutient un amendement au code de l'État qui attribuerait compétence au tribunal pour mineurs pour toutes les violations commises par des mineurs qui seraient de simples délits si elles étaient commises par un adulte. Certaines de ces infractions mineures telles que la possession de tabac, les violations de la chasse et de la pêche et le couvre-feu de la ville sont actuellement poursuivies comme de simples délits, même pour les accusés de moins de 18 ans, et un premier point de contact aussi précoce avec le système judiciaire perturbe une période critique de la vie du jeune. pour l'éducation et la formation professionnelle et contribue au «pipeline du berceau à la prison».

Vision de l'Application de la Loi pour le Groupe de Travail sur l'Egalité

En juin 2020, le NAACP d'Iowa-Nebraska et l'Association des chefs de police d'Iowa (IPCA) se sont associés pour créer un groupe de travail conjoint sur l'équité afin d'œuvrer à un maintien de l'ordre impartial dans l'Iowa. Le personnel de la ICPD a participé à la première session de travail conjointe NAACP-application de la loi, au cours de laquelle il s'est joint à cinq autres services répressifs de la région dans un mémorandum d'accord pour intercéder si un fonctionnaire observe un autre agent se livrer à un usage déraisonnable de la force.

Ce groupe de travail a également fait progresser l'adoption par les villes de lowa d'ordonnances de police anti-biaisées, y compris l'ordonnance examinée par le conseil municipal de la ville de lowa. Les autres priorités actuelles et futures du groupe de travail qui sont soutenues par lowa City comprennent des améliorations aux commissions d'examen de la police communautaire, des changements aux politiques d'examen et de publication des caméras portées sur le corps dans les cas d'allégations de maintien de l'ordre biaisé, de préjugés implicites accrus et de formation à la sensibilisation culturelle. et en encourageant les agents à vivre dans les communautés qu'ils servent.

Collecte de Données à l'échelle de l'État

Plusieurs des priorités de plaidoyer décrites dans cette section dépendent d'une collecte de données cohérente, uniforme et de qualité dans tout l'État. Certains des besoins de données les plus critiques incluent:

- <u>Disparités des arrêts de la circulation</u>: Le service de police de la ville d'Iowa a été la première ville de l'État d'Iowa à collecter volontairement des données démographiques lors des arrêts de la circulation. Depuis 2006, Iowa City a passé un contrat avec le Dr Christopher Barnum de l'Université St. Ambrose pour mener une étude annuelle sur les contacts minoritaires disproportionnés sur les arrêts de circulation. Ces informations ont été essentielles pour permettre au service de police d'apporter des changements de politique et de pratique afin d'éliminer les disparités identifiées. Les actions et ressources supplémentaires de l'État dépendraient de la collecte et de l'analyse de données plus complètes à l'échelle de l'État. En conséquence, Iowa City appuie la recommandation du Comité FOCUS sur la réforme de la justice pénale pour une collecte uniforme et automatisée de données sur les arrêts de la circulation.
- Examen des commissions d'examen de la police citoyenne: lowa City a une commission d'examen de la police communautaire depuis 1997. Récemment, de nombreuses autres villes de l'Iowa et du pays ont renouvelé leur intérêt pour la création d'un comité d'examen local pour la première fois ou pour en élargir davantage la portée ou l'autorité des conseils existants. Au fur et à mesure que ces initiatives progresseront, de nouveaux défis et de nouvelles solutions se présenteront sans aucun doute. Iowa City soutient une analyse à l'échelle de l'État des commissions d'examen de la police communautaire pour aider à identifier les lacunes ou les besoins en politiques législatives qui amélioreront l'autorité de surveillance de ces organes.

La Ville travaillera avec notre délégation élue et notre consultant en lobbying pour défendre efficacement ces changements et d'autres qui correspondent aux objectifs du plan stratégique du conseil municipal sur la race et l'équité.

RECOMMANDATION #25:

Le personnel de la ville devrait travailler avec notre délégation élue de l'État, le lobbyiste sous contrat et des partenaires tels que la NAACP pour apporter des changements significatifs au système de justice pénale qui correspondent aux priorités législatives adoptées par le conseil municipal pour 2021

La Loi de l'État Interdisant les Appels basés sur la Race

Lors de l'un des événements du poste d'écoute du conseil municipal à l'automne 2020, une attention considérable a été accordée aux occurrences trop fréquentes du public appelant le 911 pour signaler le comportement suspect de personnes appartenant à des minorités. Ces appels s'avèrent souvent sans fondement, la race jouant un facteur de motivation. Un exemple d'appel peut être une personne signalant le comportement suspect de trois hommes noirs inconnus marchant dans leur rue ou traînant dans un parc de quartier. Ces appels placent souvent les agents de police dans une position difficile car ils doivent répondre à tous les appels reçus, mais le rapport ne comporte aucun comportement illégal justifiant la prise de contact avec la ou les personnes. Les agents de police utilisent actuellement leur pouvoir discrétionnaire sur la meilleure façon de répondre, ce qui pourrait aller d'une simple conduite par observation sans s'arrêter ni approcher la ou les personnes pour une conversation.

Une plus grande sensibilisation est nécessaire sur cette question et la communauté doit devenir plus éduquée et responsable lorsqu'elle lance des appels à l'application de la loi fondés sur la race sans aucune base raisonnable pour soupçonner une situation d'urgence ou un comportement illégal. Une interdiction légale des appels fondés sur la race devrait avoir lieu au niveau du gouvernement de l'État. Selon l'article 718.6 du code d'lowa, faire un faux rapport à la police ou signaler la survenue d'un crime sachant que l'acte n'a pas eu lieu, ou appeler le 911 sachant qu'il ne s'agit pas d'une urgence est un simple délit. Une plus grande sensibilisation est nécessaire sur cette question et la communauté doit devenir plus éduquée et responsable lorsqu'elle lance des appels à l'application de la loi fondés sur la race sans aucune base raisonnable pour soupçonner une situation d'urgence ou un comportement illégal. Une interdiction légale des appels fondés sur la race devrait avoir lieu au niveau du gouvernement de l'État. Selon l'article 718.6 du code d'lowa, faire un faux rapport à la police ou signaler la survenue d'un crime sachant que l'acte n'a pas eu lieu, ou appeler le 911 sachant qu'il ne s'agit pas d'une urgence est un simple délit.

RECOMMANDATION #26:

La Ville devrait travailler avec sa délégation législative et ses associations professionnelles et groupes de parties prenantes pour introduire une législation au niveau de l'État qui interdirait explicitement les appels fondés sur la race aux forces de l'ordre lorsqu'il n'y a pas d'urgence ou d'activité criminelle et lancer une campagne de service public pour sensibiliser ce phénomène et éliminer les appels basés sur la race.

Commission Régionale d'Examen de la Police Communautaire

Un concept qui mérite d'être approfondi est celui d'une commission de révision de la police communautaire à l'échelle du comté. Actuellement, lowa City et University Heights sont les deux seules communautés de l'état de l'lowa à disposer d'un comité d'examen de la police communautaire. À la suite du regain d'attention nationale accordée au maintien de l'ordre, on s'attend à ce que d'autres communautés, à la fois au niveau local et dans l'ensemble de l'État, adoptent des conseils de surveillance civile similaires. Bien que cela soit encourageant, cela pourrait également s'avérer déroutant et inefficace pour les résidents qui ne connaissent pas souvent les limites juridictionnelles des communautés ou ne comprennent pas les différentes structures de gouvernance des forces de l'ordre locales.

seulement dans le comté de Johnson, il existe quatre services de police municipaux en plus du département de la sécurité publique de l'Université d'Iowa et du bureau du shérif du comté de Johnson. On peut commencer à imaginer que s'il y avait un nombre similaire de conseils de surveillance, tous dotés de politiques et de procédures uniques, cela pourrait rendre la navigation dans le processus de plainte plus confuse et plus difficile. En plus d'éliminer les obstacles pour le public, un conseil régional de surveillance civile pourrait aider à atteindre de nombreux autres objectifs. Un conseil régional permettrait aux organismes d'application de la loi externes de mener des enquêtes initiales, plutôt que de demander au ministère faisant l'objet de la plainte de mener l'enquête initiale. Pour un coût abordable pour chaque agence, un membre du personnel indépendant pourrait être embauché pour aider les plaignants et surveiller les processus d'enquête. Le même membre du personnel pourrait également diriger plus efficacement les efforts d'éducation publique. Nous pensons que ce concept mérite un examen et une discussion plus approfondis avec les pairs élus du conseil municipal du comté de Johnson.

RECOMMANDATION #27:

Le conseil municipal devrait envisager des conversations avec d'autres élus locaux pour évaluer l'intérêt pour la formation d'un comité régional de révision de la police communautaire qui pourrait remplacer ceux déjà en place ou à l'étude dans des municipalités individuelles du comté de Johnson

Axé sur les Résultats:Faire Progresser la Police

La mise en œuvre réussie d'un plan de restructuration du service de police dépendra de notre courage de rechercher des solutions uniques et innovantes pour relever les défis de notre communauté. Cela pourrait être qualifié de «maintien de l'ordre», ou d'utiliser des stratégies non conventionnelles mais proactives pour incarner une interprétation plus modernisée de la sécurité publique. Nous devons aborder l'avenir des services de police et de la sécurité publique en mettant de nouveau l'accent sur les progrès de l'équité, les capacités de données et les méthodes de communication et de prestation de services avant-gardistes.

4.9 Recrutement des Employés, Mieux-être et Service Communautaire

Le service de police de la ville d'Iowa a longtemps été en mesure de recruter des agents de caractère fort désireux de servir la communauté au plus haut niveau. À l'échelle nationale, le recrutement dans le domaine de la police est devenu plus difficile au cours de la dernière décennie. Ce défi s'est également présenté au niveau local, ce qui s'est manifesté par la réduction du nombre de candidats au service de police de la ville d'Iowa et à d'autres organismes d'application de la loi de la région. Il est impératif d'aller de l'avant que le Ministère fasse tout ce qu'il peut pour attirer le bassin de candidats diversifié et de la plus haute qualité possible afin de servir notre communauté grandissante.

En plus de mettre fortement l'accent sur le recrutement, la Ville doit prendre des mesures pour s'assurer que les facteurs de stress élevés du poste n'affectent pas négativement la capacité de nos agents actuels d'exécuter leur travail. Le bien-être des agents est plus important que jamais. Veiller à ce que nos agents disposent d'un solide système de soutien et de ressources de bien-être aidera à s'assurer qu'ils sont en mesure de fonctionner au mieux de leurs capacités.

Recrutement des Officiers

Avec une baisse du nombre de demandes d'agents de police à l'échelle nationale et des taux de chômage très bas au niveau local, la Ville doit chercher toutes les occasions de recruter des personnes qui souhaitent vivement servir le public par le biais de la police communautaire. Certaines personnes s'intéressent à la sécurité publique mais ont besoin d'informations

supplémentaires sur leur carrière. D'autres sont des personnes qui n'ont peut-être même jamais envisagé de faire carrière dans l'application de la loi parce qu'elles n'ont pas l'habitude de voir des agents qui leur ressemblent. Ces personnes doivent être engagées dans les processus de recrutement bien avant même le début du prochain processus de test des agents de police.

Au cours des dernières années, le Département a offert diverses possibilités de stages. Le service de police de la ville d'Iowa s'est associé à plusieurs collèges de la région, notamment l'Université d'Iowa, le Kirkwood Community College et le Mont. Mercy University, ainsi que des institutions hors de l'État, pour offrir aux étudiants en justice pénale des stages de patrouille qui aident à répondre aux exigences du programme universitaire. Les stages durent un semestre et initient l'étudiant à l'application de la loi municipale grâce à des observations obtenues sur des chevauchées et en aidant des divisions non assermentées telles que les archives et les services aux animaux.

En 2019, le Ministère a commencé à offrir des stages d'un mois aux membres des communautés sous-représentées intéressés par une carrière en justice pénale. Il s'agit de stages de patrouille abrégés qui permettent de mieux comprendre grâce à des trajets en voiture et à l'observation des activités de police. Le Ministère a spécifiquement contacté les membres des communautés minoritaires pour ces opportunités.

Les stages sont une excellente occasion d'exposer ceux qui s'intéressent à l'application de la loi aux réalités du travail quotidien. Idéalement, ceux qui réussissent le stage finiront par postuler, tester et être embauchés pour un poste dans le département. Cependant, la rareté des embauches signifie parfois que ces bons candidats trouveront un emploi dans un autre département plus tôt qu'un poste ne deviendra ouvert dans le département de police d'Iowa City. Ainsi, il est important d'essayer d'établir un solide pipeline de candidats, souvent au-delà de ce que vous pouvez produire grâce à des programmes de stages limités.

La Ville devrait envisager de créer un programme local d'apprentissage en sécurité publique qui peut aider à accroître le nombre et la diversité des candidats pour plusieurs postes différents. Bien que ce type de programme puisse être structuré pour se concentrer uniquement sur le recrutement des agents de police, il y a probablement plusieurs avantages à l'élargir pour inclure les pompiers et certains postes des travaux publics, comme les travailleurs des services publics, où le recrutement a toujours été difficile. Ce programme serait une entreprise d'envergure pour la Ville et pourrait nécessiter du personnel dédié et / ou des partenariats de financement avec des organisations externes.

Un programme d'apprentissage peut prendre diverses formes, mais inclurait probablement une allocation sous une forme ou une autre pour ceux qui participent au programme. Les participants au programme ne se renseigneraient pas seulement sur les postes de sécurité publique, mais ils aideraient également à se préparer au processus de candidature et à toute certification qui pourrait être requise lors de l'embauche. Les participants peuvent effectuer des tâches limitées dans leurs domaines d'intérêt et peuvent également être appelés dans le cadre du programme à effectuer des travaux d'intérêt général. Les personnes qui terminent avec succès le programme devraient avoir une longueur d'avance dans le processus de demande et la Ville aura un aperçu précieux de leur éthique de travail, de leurs compétences interpersonnelles et de leur engagement envers la fonction publique.

RECOMMANDATION #28:

La Ville devrait envisager la création d'un programme local d'apprentissage en sécurité publique afin de renforcer les efforts visant à augmenter le nombre et la diversité des candidats à divers postes de sécurité publique, y compris des postes d'agent de police, de pompier et certains postes de travaux publics. Le programme paierait une allocation aux participants, qui apprendraient des compétences essentielles et effectueraient des tâches limitées et des travaux communautaires.

Prise en Charge Améliorée du Test des Candidats

Bien que les numéros de demande initiale des agents de police puissent atteindre les objectifs, bon nombre d'entre eux abandonnent le processus faute d'avoir satisfait aux exigences écrites ou physiques. Le Ministère devrait explorer des moyens de s'assurer que ces tests sont bien préparés pour les différentes étapes du processus d'embauche. Par le passé, le ministère a placé des guides d'étude à la bibliothèque publique d'Iowa City et au bureau des ressources humaines de l'hôtel de ville. Cependant, ceux-ci étaient rarement, voire jamais, utilisés, ce qui suggère qu'une touche plus personnelle peut être nécessaire.

Une journée portes ouvertes pour les candidats est un moyen de faire participer les personnes intéressées et de leur fournir des conseils sur la meilleure façon de se préparer au processus de test. Ce type de journée portes ouvertes, qui est utilisé à Ann Arbor, au Michigan et dans d'autres services de police à travers le pays, peut également établir des liens critiques entre les agents actifs et les candidats. Ces liens peuvent contribuer à renforcer la confiance et à susciter un plus grand désir de servir le public grâce à l'application de la loi. S'il y avait une demande, une série de journées portes ouvertes pourrait être offerte en mettant l'accent sur diverses procédures de test à chaque session.

Bien que les journées portes ouvertes puissent aider à fournir un mentorat direct pour les parties écrites du processus de recrutement, elles sont limitées dans ce qu'elles peuvent faire pour soutenir les composantes physiques du test. Dans les semaines et les mois précédant la date du test physique, le Département peut organiser des événements «courez avec votre recruteur». Des services comme le service de police de Houston, au Texas, ont profité de ces opportunités pour aider à mettre les candidats en forme et les mettre à l'aise le jour du test. Cela permettrait également aux agents de se sentir impliqués dans le processus d'embauche et aux candidats d'explorer des sujets d'application de la loi avec de futurs collègues.

RECOMMANDATION #29:

La Ville devrait mettre en œuvre des programmes de soutien aux tests écrits et physiques qui minimisent les obstacles à la réussite des tests et augmentent le nombre et la diversité des candidats éligibles à l'embauche par le Ministère

Bien-être des Officiers

Une attention croissante à l'échelle nationale est centrée sur le bien-être des agents. Les agents qui vivent leurs propres traumatismes et crises à cause d'expériences professionnelles ne sont pas en mesure de performer à leur apogée et peuvent être plus enclins à prendre de mauvaises décisions sur le terrain. S'assurer que les agents reçoivent le soutien dont ils ont besoin pour travailler malgré le stress se traduira par une meilleure performance et une meilleure prise de décision dans la rue.

Ces dernières années, le service de police de la ville d'Iowa a créé une équipe de soutien par les pairs. Cette équipe d'employés assermentés et civils fournit une assistance et une sensibilisation confidentielles au personnel du service de police d'Iowa City, ainsi qu'à leurs familles, qui peuvent être en situation de crise personnelle et / ou professionnelle. Si ces problèmes sont identifiés à un stade précoce, ils sont plus susceptibles d'être traités ou résolus avec succès. Les problèmes relationnels, la toxicomanie, le suicide et les symptômes psychologiques qui peuvent être causés ou aggravés par le stress lié à la profession sont des exemples de problèmes courants dans l'application des lois. Les membres de l'équipe de soutien par les pairs ne sont pas des psychologues, mais ont reçu une formation pour les rendre plus efficaces lorsqu'ils offrent un soutien, des conseils et une référence à des ressources professionnelles et / ou communautaires. Deux des membres ont été formés pour tenir des comptes rendus de groupe après des incidents critiques pour les employés. Trois membres ont reçu une formation de soutien par les pairs au niveau exécutif. En plus de l'équipe de soutien par les pairs, les agents peuvent utiliser le programme d'aumônier décrit précédemment pour le soutien.

Désensibilisation aux Mouvements oculaires et Retraitement (EMDR) des évaluations de santé mentale certifiées

Les policiers qui sont confrontés à des situations graphiques inquiétantes ont souvent besoin d'une assistance spécialisée pour les aider à gérer de telles expériences. Bien que la Ville dispose de ressources de mieux-être, y compris un programme d'aide aux employés, les agents ont souvent besoin d'un service plus spécialisé. Une thérapie populaire de plus en plus populaire auprès des premiers intervenants est la désensibilisation et le retraitement des mouvements oculaires (EMDR). L'EMDR est une approche thérapeutique intégrative pour gérer les souvenirs pénibles. Les professionnels certifiés EMDR peuvent aider les agents à traiter les souvenirs négatifs associés à leur travail et les aider à avancer avec aisance en continuant à servir le public dans leur rôle de policier. La Ville devrait explorer des partenariats avec des professionnels certifiés EMDR et couvrir les frais des consultations initiales des agents, les visites ultérieures étant appliquées aux régimes d'assurance maladie individuels. La consultation initiale payée par

la Ville aidera à éliminer les obstacles qui empêchent les agents d'accéder à ce service. En augmentant les taux d'utilisation, la Ville prendra des mesures pour s'assurer que nos employés sont bien soignés et sont en mesure de fonctionner au mieux de leurs capacités.

RECOMMANDATION #30:

La Ville devrait rechercher des partenariats avec des professionnels certifiés EMDR et couvrir les frais des consultations initiales des agents afin de réduire les obstacles à ce service et s'assurer que les agents ont besoin des ressources nécessaires pour traiter les souvenirs pénibles et fonctionner au mieux de leurs capacités.

Programme Pilote: Service Communautaire Obligatoire

Les agents de police d'Iowa City ont une solide éthique envers le service communautaire. En tant que groupe, ils soutiennent collectivement des organismes de bienfaisance locaux tout au long de l'année. Individuellement, les agents sont connus pour aider personnellement les personnes dans le besoin qu'ils rencontrent dans leurs tâches quotidiennes. Beaucoup font également du bénévolat et contribuent à la communauté par le biais de services avec des organismes sans but lucratif, des écoles et des activités parascolaires pour les jeunes. Les avantages du service communautaire vont bien au-delà de l'acte individuel de bénévolat. Dans un travail à stress élevé, un tel bénévolat peut aider à garder les agents enracinés et à soulager l'anxiété tout en établissant simultanément des liens importants dans la communauté.

La Ville devrait explorer une exigence de service communautaire obligatoire pour les agents existants qui aurait lieu pendant le quart de travail et leur permettre de poursuivre leurs propres passions et intérêts en s'associant à un organisme sans but lucratif basé dans l'Iowa City. Ce programme pourrait être aussi simple que d'exiger quelques heures de temps de travail chaque mois ou pourrait être plus élaboré avec un projet de service communautaire identifié qui se déroule tout au long de l'année. L'exploration de ce programme pilote nécessiterait des discussions avec l'administration de la police et l'Organisation des relations de travail de la police d'Iowa City.

RECOMMANDATION #31:

La Ville devrait explorer un programme pilote qui oblige les agents à consacrer une partie du temps de travail à faire du bénévolat avec un organisme sans but lucratif basé dans l'Iowa City ou à travailler à un projet de service communautaire

4.10 Données Publiques et Communications

Il est de plus en plus important pour les organismes d'application de la loi de recueillir, d'analyser, de publier et de communiquer des informations sur ses activités et les tendances de la sécurité publique dans la communauté. Le service de police de la ville d'Iowa s'est historiquement appuyé sur des postes d'agents spécialisés et d'autres employés assermentés pour gérer les données et effectuer des tâches de communication. Le personnel qui remplit ces fonctions a souvent des responsabilités concurrentes en matière de sécurité publique ou de gestion. Cela conduit souvent à la dé-priorisation de l'analyse des données et de la messagerie non urgente.

Comme indiqué précédemment, la communauté a constaté l'impact positif des efforts de collecte de données dans le cadre de l'Initiative de justice axée sur les données du Ministère au cours des dernières années. En raison du succès de cet effort, en 2020, le Ministère a transféré un poste de patrouille régulière à un poste d'analyste de la criminalité. L'analyste de la criminalité utilise les compétences analytiques et les capacités organisationnelles développées au cours de l'Initiative de justice axée sur les données. Les responsabilités du poste comprennent des rapports réguliers à l'administration policière et à la direction de la ville sur les activités du département, le développement d'analyses et de visualisations de données personnalisées et spécifiques, et la formulation de recommandations pour améliorer divers aspects opérationnels du département. Pour accroître la reddition de comptes et la reddition de comptes au public, l'analyste de la criminalité travaillera avec l'administration de la police pour rendre compte plus régulièrement au public des activités du Ministère. Cela peut inclure l'ajout de tableaux de bord publics sur le site Web de la Ville et la participation à des portails de données publics.

La création du poste d'analyste de la criminalité a constitué un pas en avant important, mais le Ministère doit accorder plus d'attention pour améliorer ses rapports et ses communications avec la communauté. Pour faciliter cet effort, il est recommandé qu'un poste dédié aux communications de sécurité publique soit ajouté au bureau du directeur municipal, Division des communications. Ce poste serait externe au département de police mais travaillerait en étroite collaboration avec le département sur les efforts de communication publique. Son positionnement en dehors du service de police fournira davantage une perspective communautaire sur les stratégies de communication nécessaires. Ce poste, tout en servant à la fois les services de police et d'incendie, contribuera à améliorer la messagerie sur les réseaux sociaux, à renforcer la présence du site Web du Département, à améliorer la réactivité avec les médias et à utiliser d'autres platesformes de communication importantes.

RECOMMANDATION #32:

Un poste de professionnel des communications de la sécurité publique devrait être créé au bureau du directeur municipal pour se concentrer sur l'amélioration de la transparence, de la réactivité et de la messagerie proactive avec la communauté

L'un des premiers efforts du spécialiste des communications de sécurité publique et de l'analyste de la criminalité consistera à réorganiser le site Web du Ministère. Le site Web actuel contient

des informations utiles, telles que des liens vers les rapports annuels et les ordres généraux du département. Cependant, il ne communique pas clairement les informations de base sur la sécurité organisationnelle et communautaire au public. En plus des politiques du Ministère et des statistiques sur la criminalité, le site Web devrait communiquer les informations importantes fournies au Conseil communautaire de révision de la police (CCRP), comme les données sur les plaintes et les données sur le recours à la force. Cette information, bien que rapportée publiquement au CCRP, est en grande partie inaccessible au public. L'un des sujets les plus critiques sur le site Web actuel est le partenariat en cours entre le Département et l'Université St. Ambrose pour analyser les données sur les arrêts de la circulation afin de déterminer leur disproportion. Bien que les informations sur l'étude soient disponibles sur le site Web, elles ne sont pas présentées de manière claire ou transparente.

Avec l'adoption du plan final de restructuration du service de police de la ville d'Iowa, la ville devrait complètement reconstruire le contenu de son site Web et s'assurer qu'il transmet clairement des informations à jour qui expliquent comment le ministère sert le public et progresse vers son mission et les différentes recommandations du plan.

RECOMMANDATION #33:

Avec l'adoption du plan final, la ville devrait entamer une refonte du contenu du site Web du service de police et s'assurer qu'il fournit des informations claires et transparentes sur les opérations de police et rend compte de l'état d'avancement de sa mission et des diverses recommandations du plan

En plus de s'assurer que le site Web contient des informations à jour sur les opérations, le service de police devrait explorer la participation à des portails publics de données qui visent à améliorer la compréhension et la responsabilité des forces de l'ordre. L'Initiative sur les Dnnées de la Police est l'un de ces portails publics (www.policedatainitiative.org). Cet effort national compte actuellement plus de 130 organismes d'application de la loi. Cependant, il n'y a aucune agence de rapports de l'état d'Iowa. Ces portails publics favorisent non seulement la transparence et la responsabilité, mais ils contribuent souvent aux efforts de recherche essentiels et au partage des meilleures pratiques qui améliorent les efforts de police pour les agences participantes.

RECOMMANDATION #34:

Le service de police de la ville d'Iowa devrait participer à l'Initiative sur les données policières et à d'autres portails de données publics similaires qui visent à améliorer la compréhension des données de sécurité publique, à accroître la responsabilité et à innover grâce au partage des meilleures pratiques

Enfin, il est important de reconnaître qu'une stratégie de communication solide ne consiste pas seulement à partager des informations avec le public. Il est tout aussi essentiel de s'assurer que le service de police recherche de manière proactive des occasions de rencontrer le public et d'entendre ce qu'il pense du service et de la communauté. Plusieurs de ces efforts existent actuellement dans le cadre des activités de sensibilisation du Ministère, du processus d'accréditation, du forum annuel de la Commission d'examen de la police communautaire et d'autres événements tels que les réunions d'associations de quartier.

Afin d'augmenter les occasions pour le public d'interagir avec le leadership, le Ministère devrait développer les messages d'écoute du Conseil municipal à partir de l'automne 2020. Ces séances, qui se sont déroulées dans les parcs publics, les centres communautaires et en ligne, se sont avérées utiles et ont été apprécié du public. Ces efforts devraient se poursuivre jusqu'à un minimum de quatre postes d'écoute du Département de la police par an qui seraient ouverts au public et tenus à différents endroits à chaque fois.

RECOMMANDATION #35:

Au début de 2021, le service de police devrait lancer des postes d'écoute trimestriels de style hôtel de ville avec le public en alternance dans la communauté

Pendant plusieurs années, un groupe de table ronde des directeurs municipaux s'est réuni tous les mois pendant le déjeuner pour discuter des questions d'équité dans les opérations de la ville. Le groupe se compose d'environ 15 à 20 dirigeants communautaires de divers groupes d'intervenants tels que le Centre for Worker Justice, Black Voices Project, l'Immigrant and Refugee Association et diverses organisations religieuses. Ce groupe fournit des commentaires précieux aux dirigeants de la Ville sur une variété de sujets opérationnels liés à la Ville.

Le groupe ne s'est pas réuni pendant la pandémie et il est possible de redémarrer en 2021 avec une orientation renouvelée. Pour lancer ce nouvel effort, le directeur municipal et le chef de la police utiliseront le rapport de la Conférence des dirigeants sur les droits civils et humains 2019 intitulé «Une nouvelle ère de sécurité publique, un guide pour une police communautaire équitable, sûre et efficace». Ce document a été recommandé au bureau du directeur municipal par des fonctionnaires du NAACP d'Iowa-Nebraska et contient 12 chapitres axés sur des questions policières importantes telles que le maintien de l'ordre sans parti pris, le recours à la force, le premier amendement, des données et des séquences vidéo, etc. À chaque réunion de la table ronde des directeurs municipaux, le groupe peut se concentrer sur un ou deux chapitres spécifiques et avoir un dialogue ouvert sur les pratiques actuelles du Département et les possibilités d'amélioration des services.

RECOMMANDATION #36:

Reconvoquer la table ronde des directeurs municipaux en 2021 et lancer un examen du rapport de la Conférence des dirigeants sur les droits civils et humains 2019 intitulé «Une nouvelle ère de sécurité publique, un guide pour une police communautaire équitable, sûre et efficace»"